



**RAPPORT
D'ACTIVITÉS**

20-21

IDDRI

Rapport d'activités **20-21**

ÉDITOS

- 4. Nouvelles normalités : les anticiper et les construire, par Sébastien Treyer
- 6. Amérique latine et Caraïbes : un laboratoire de la mise en œuvre du développement durable, par Alicia Barcena

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

- 9. La relance, une opportunité pour mettre en œuvre le Pacte vert européen
- 10. En France, des enjeux sociétaux prégnants
- 11. Analyser et appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2030
- 11. Climat : une dynamique politique internationale enfin enclenchée, mais des transformations à concrétiser
- 12. Biodiversité : une négociation clé pour l'après-2020
- 13. Océan : les dialogues d'acteurs au cœur de l'intervention

L'IDDRI, PLATEFORME D'ACTEURS

- 16. Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise
- 18. Partenaires financiers
- 21. Chiffres clés

BUDGET - GOUVERNANCE - ÉQUIPE

- 23. Budget
- 24. Organes de gouvernance
- 26. Équipe



Nouvelles normalités : les anticiper et les construire

Par Sébastien Treyer, directeur général de l'Iddri

Un an de crise sanitaire s'est écoulé : dans toutes les sociétés de la planète, on a fait l'expérience de la remise en cause de nombre de nos certitudes par des risques fondamentaux. Et il faut désormais réapprendre à regarder vers l'avenir et à le construire, alors que tout semble incertain et ouvert. Au cours de cette année de crise, des décisions politiques marquantes ont dessiné avec constance une orientation commune et imprimé leur marque en faveur du slogan du Secrétaire général des Nations unies : *Build Back Better*, qui met l'accent sur la nécessité de transformer nos sociétés en même temps qu'on les reconstruit. Un certain nombre d'horizons de long terme, certes encore fragiles, semblent émerger comme de « nouvelles normalités » : la neutralité carbone comme composante inévitable de la modernisation des économies, la solidarité entre pays et au sein des pays, et la coopération internationale sur le climat et la biodiversité, malgré les tensions géopolitiques entre grands blocs régionaux.

Pour construire ces nouvelles normalités, les *think tanks* comme l'Iddri jouent un rôle clé : produire des connaissances ancrées dans la science et politiquement pertinentes pour réussir à faire émerger des accords stratégiques innovants entre des acteurs gouvernementaux, économiques, ou de la société civile, dans un contexte général où ces mêmes acteurs sont également en compétition ou en conflit.

La neutralité carbone semble s'imposer comme un horizon inévitable d'innovation et de modernisation des économies. Le Pacte vert européen, par exemple, promet d'utiliser cet engagement comme un horizon de transformation du continent. On peut cependant s'interroger sur sa traduction concrète et sa capacité à remodeler effectivement l'ensemble de l'économie ou uniquement certains secteurs d'investissement spécifiques pour de nouveaux relais de croissance, coexistant avec d'autres secteurs économiques du monde d'avant. Cette ambiguïté sur le statut des engagements de neutralité carbone impose de consolider leur crédibilité et leur intégrité, soit

la cohérence des décisions de court terme avec l'indispensable transformation profonde à long terme qu'implique l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre. L'Iddri s'est employé à qualifier ces conditions d'intégrité, en particulier pour ce qui concerne les émissions négatives ou les formes de compensations d'émissions résiduelles, compte tenu des risques que celles-ci comportent pour la biodiversité ou la sécurité alimentaire. Par ailleurs, le ressort fondamental qui rend crédible cette dynamique collective vers la neutralité carbone est celui de la compétition mondiale : le Pacte vert est un projet censé positionner l'Europe comme le premier continent à atteindre la neutralité carbone, ce qui lui conférerait ainsi l'avantage concurrentiel du précurseur et la capacité d'en fixer les normes sur sa propre expérience. Mais ce ressort purement compétitif ne fonctionne pas sans une certaine dose de coopération, même en matière commerciale : l'Iddri s'attache à montrer, tant sur la déforestation que sur le projet de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe, que les dispositifs commerciaux peuvent être conçus dans une logique de coopération et d'accélération de la transformation à la fois dans les pays importateurs et dans les pays exportateurs.

La solidarité entre pays et au sein des pays est mise à mal par la crise, par exemple concernant l'accès à la vaccination, mais elle a aussi progressé entre États membres de l'Union européenne, dans le cadre du soutien aux plans de relance nationaux. Les alliances structurelles de *think tanks* dans lesquelles l'Iddri s'insère (comme Think Sustainable Europe) s'emploient à permettre la comparaison entre ces plans nationaux, afin de consolider une compréhension européenne commune, ancrée dans les spécificités de chaque débat national, sur les effets de cette relance et préparer les suites de cette forme innovante de solidarité.

Au-delà de l'Europe, comment s'assurer que des montants suffisants seront mobilisés pour les pays les plus vulnérables (faibles recettes fiscales, dette importante) et qu'ils serviront aussi l'objectif de transformation de l'Agenda 2030 pour le développement durable ? L'Iddri contribue

à un apprentissage collectif entre acteurs européens et d'autres continents, qui révèle notamment l'importance de déployer, en parallèle des instruments financiers, la capacité à définir des visions nationales de la transformation, mais aussi d'ouvrir suffisamment l'espace démocratique pour que les voix de tous soient entendues, et que les arbitrages politiques soient comptables de leur cohérence par rapport aux évaluations scientifiques des besoins de transformation. Les enjeux de solidarité dans la

reconstruction conduisent donc à s'interroger aussi sur les nouveaux horizons en matière de processus et d'institutions démocratiques.

Dans ce contexte, les modalités de la coopération internationale restent extrêmement critiques. L'Union européenne, mais également la Chine, se positionnent pour participer activement à la rénovation des normes et des institutions, autrement dit du multilatéralisme tel qu'il s'est déployé dans le cadre du « consensus de Washington ». Mais les visions, principes et institutions qui permettraient demain de gouverner

de manière juste un monde globalisé dans les limites de la planète sont loin d'être harmonisés. Les acteurs européens se doivent donc d'être à l'écoute des autres régions en même temps qu'ils sont force de proposition : l'Iddri et ses partenaires de « l'équipe Europe » (*Team Europe*) des *think tanks* contribuent à organiser ces dialogues indispensables, notamment entre grands blocs régionaux, pour renouveler la gouvernance mondiale. Les dialogues avec l'Amérique latine, comme en témoigne la Secrétaire exécutive de la CEPALC (la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ci-après, sont un exemple de ces manières d'intervenir.

Soutenir la transition européenne comme un des maillons clés d'un monde en recomposition écologique et géopolitique, voilà donc une ligne directrice qui guide le nouveau projet stratégique de l'Iddri à 2025. Il suppose de renforcer les trois dynamiques de convergence encore trop fragiles qui ont marqué les années 2020 et 2021 : ambition de transformation écologique, nouvelles formes de solidarité, nouveaux arrangements de coopération internationale.



Les visions, principes et institutions qui permettraient de gouverner de manière juste un monde globalisé dans les limites de la planète sont loin d'être harmonisés. Les acteurs européens se doivent donc d'être à l'écoute des autres régions en même temps qu'ils sont force de proposition.



Amérique latine et Caraïbes : un laboratoire de la mise en œuvre du développement durable

Par Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) est caractérisée par une biodiversité d'une richesse exceptionnelle mais aussi hautement menacée. Elle ne contribue qu'à 9 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais est très vulnérable au changement climatique. La région compte près d'un quart des conflits environnementaux mondiaux et deux tiers des meurtres de défenseurs de l'environnement. Les pays de l'ALC figurent parmi les plus actifs et les plus influents dans les négociations internationales sur la biodiversité, mais ils disposent d'un espace limité pour les débats régionaux sur les meilleures pratiques, les défis et les ambitions.

En 2014-15, à la veille de la COP 21, l'Iddri et la CEPALC ont coordonné un réseau de *think tanks* et d'experts visant à produire des documents sur les politiques climatiques dans la région de l'ALC, afin de contribuer aux discussions régionales et mondiales. Depuis 2019, à la faveur d'une collaboration redynamisée, des dialogues d'experts de haut niveau sur la biodiversité ont été organisés, conduisant à la production d'un document, de vidéos et de discussions en ligne. Le groupe d'experts travaille actuellement à l'élaboration de deux documents portant sur les questions centrales du Cadre mondial pour la biodiversité, l'intégration de la biodiversité et la gouvernance transformatrice, qui s'appuient sur une étude de la CEPALC sur les meilleures pratiques en Amérique latine.

L'entrée en vigueur de l'accord d'Escazú en avril de cette année est une étape décisive pour la région en matière de défense du développement durable et des droits des défenseurs de l'environnement. Toutefois, l'insuffisance des taux de décarbonation ne permettra pas de maintenir l'augmentation de la température en dessous de 1,5°C.

L'ALC est la région en développement la plus touchée par la pandémie. Avec seulement 8,4 % de la population mondiale, elle enregistre 30 % des décès liés à la COVID-19. La crise économique qui l'accompagne est grave – le PIB régional a chuté de 7,1 % en 2020. L'extrême pauvreté atteint 12,5 % et la pauvreté 33,7 % de la population. Ces impacts sont aggravés par les problèmes structurels de la région, notamment la faible croissance, les inégalités, l'informalité, le fossé technologique, les troubles sociaux, l'érosion de la biodiversité et la vulnérabilité climatique.

Pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 et garantir le bien-être humain, il est important d'établir un lien entre le court et le long terme et de tenir compte de la convergence des différentes crises. Nous devons comprendre les compromis et les synergies et nous attaquer aux causes profondes communes des crises liées au climat, à la biodiversité, aux inégalités et à la santé. Des progrès considérables devront être réalisés cette année lors de la COP 15 de la CDB et de la COP 26 de la CCNUCC, afin de parvenir à une mise en œuvre synergique des contributions déterminées au niveau national et des stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité.



Pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 et garantir le bien-être humain, il est important d'établir un lien entre le court et le long terme et de tenir compte de la convergence des différentes crises.

La relance économique de la région devra donner la priorité aux secteurs capables de concilier la création d'emplois avec la durabilité et l'égalité, et les soutenir par des changements transformateurs dans les politiques fiscales, d'investissement, industrielles, technologiques, sociales et environnementales dans le cadre de la « Forte impulsion en faveur de la durabilité » de la CEPALC. Parmi ces secteurs figurent l'agroécologie, la restauration des écosystèmes, le tourisme durable, les énergies renouvelables non conventionnelles, la mobilité durable et l'économie circulaire.

Les mesures de protection sociale adoptées en 2020 ont permis de maîtriser partiellement l'augmentation de la pauvreté. Les crises multiples ont mis en évidence le rôle fondamental de l'État, mais aussi l'importance d'impliquer tous les acteurs et de ne laisser personne de côté.

Pour y parvenir, nous devons renforcer l'intégration régionale, redynamiser le multilatéralisme et la coopération, élargir les accords environnementaux mondiaux et régionaux, garantir des fonds pour les solutions fondées sur la nature et renforcer les espaces tels que ceux promus par la CEPALC et l'Iddri, afin de faire entendre la voix de la région dans le monde entier.



**LES TEMPS
FORTS
DE L'ANNÉE**

Alors que l'année 2020 devait être une année clé pour la gouvernance multilatérale de l'environnement (océan, climat, biodiversité, et même Agenda 2030 pour le développement durable), et pour une série de décisions clés du Pacte vert pour l'Europe (ou *Green Deal*) proposé par la Commission en 2019, la situation a radicalement changé avec l'entrée dans la crise sanitaire : la pandémie a renvoyé à 2021 les grands rendez-vous internationaux (COP 15 de la biodiversité, COP 26 pour le climat), mais elle est aussi venue percuter toutes les sociétés (notamment en matière de lien social et de solidarité), les économies (avec des conséquences et des réponses politiques d'une nature encore inédite), les priorités politiques pour les régions et pays meurtris par cette crise, ainsi que les défis à relever en matière de coopération internationale.

La relance, une opportunité pour mettre en œuvre le Pacte vert européen



Après ses travaux de l'année dernière sur la pandémie, les zoonoses et le concept de « santé planétaire » (*One Health*), l'Iddri a analysé cette année les conditions d'une reconstruction durable pour l'Union européenne à partir de la proposition de plan de relance présentée par la Commission en mai 2020, mais aussi dans certains de ses États membres (France, Espagne, Allemagne), et dans les pays émergents et en développement. Partout, la question de la dette publique va se poser de manière aiguë, et devra s'accompagner d'une importante solidarité internationale. En France, l'Iddri a fait des propositions pour que les moyens apportés par les États ou l'Union européenne en soutien à la relance économique puissent être assortis de conditions environnementales et sociales permettant d'accélérer, conforter, ou tout simplement, pour certains secteurs, enclencher la transition écologique ou énergétique, conditionnalités qu'il sera nécessaire de porter à l'échelle européenne dans le cadre de la révision, qui doit aboutir cette année, des règles d'aides d'État. Au-delà de l'analyse des propositions émises par les pays pour une relance plus durable, l'Iddri commence à proposer des clés de compréhension des facteurs de succès du plan

hydrogène, dont la structuration s'inscrit dans le cadre du plan de relance européen ; travaux qui se poursuivent actuellement par une phase de dialogue et par une série d'ateliers d'approfondissement avec les parties prenantes. Parallèlement, l'Iddri a commencé à travailler sur les implications de la neutralité carbone pour les infrastructures gazières européennes.



Concernant le secteur agricole et agroalimentaire, l'Iddri a animé et structuré un important débat sur les enjeux socio-économiques de la transition agroécologique en France, destiné à identifier une voie possible de transformation à l'horizon 2030, comme une illustration des restructurations qui pourraient inspirer l'Europe. Le changement de perspective présenté est décisif. En effet, plutôt que de demander ce qui serait faisable économiquement à court et moyen termes, et dans quelle mesure cela serait suffisant par rapport aux enjeux environnementaux et sociaux auxquels nous faisons face, l'Iddri renverse la question : si nous souhaitons produire et consommer dans les limites de la planète tout en maintenant de l'emploi et en assurant un revenu décent aux agriculteurs, quelles sont les changements politiques nécessaires ?

Ce travail méthodologique et empirique important, conduit sur les filières françaises des grandes cultures et du lait, a servi de support à une série d'ateliers et d'interventions publiques. Ces travaux ont été rendus publics sous la forme d'une importante étude, présentée au printemps 2021 à l'occasion de webinaires de haut niveau aux échelles française et européenne.

Outre ce travail de cadrage des débats, l'Iddri est aussi intervenu de manière plus directe pour alimenter le contour des stratégies européennes « Biodiversité » et « De la fourche et à la fourchette », et avec les parlementaires

français dans l'élaboration du volet agricole du plan de relance, en particulier concernant la partie « plan protéines », afin d'identifier et de préciser les enjeux d'allocation des différentes enveloppes et sous-enveloppes du plan.

De plus, l'Iddri amorce un axe de travail qui préfigure une partie de son plan stratégique 2021-2025, en dressant une cartographie du jeu politique bruxellois autour des enjeux de transition protéique. Les principaux acteurs impliqués ont été identifiés et positionnés les uns par rapport aux autres en fonction de leur niveau d'influence sur le processus politique à Bruxelles et de leur (dés)intérêt pour une transition protéique ambitieuse. Ce travail préliminaire doit nous permettre d'affiner nos stratégies d'intervention et de renforcer notre capacité de conseil stratégique.

Enfin, l'Iddri a contribué en 2020 au rapport de la Commission Ambec, commandé par le gouvernement français, sur l'impact environnemental du projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la zone Mercosur. Les options à la disposition des décideurs pour le rééquilibrage de cet accord ont été remarquées, et reprises à leur compte par les autorités françaises et par une partie de la DG-Commerce de l'UE.

En France, des enjeux sociétaux prégnants



L'Iddri a également joué cette année un rôle d'appui aux travaux de la Convention citoyenne pour le climat en France, innovation démocratique majeure soulevant un intérêt en Europe et dans le reste du monde, et dont l'Iddri est allé témoigner lors d'événements en Espagne et en Allemagne. Cette sollicitation, permettant d'assister et d'observer cette nouveauté démocratique proposée par le Président de la République, est arrivée alors que l'Iddri a lancé depuis 2 ans une initiative qui vise le rapprochement des sciences politiques et sociales dans l'analyse des modes de vie en transition.

Dans cette même perspective, l'Iddri a travaillé dans le champ des modélisations, notamment celui de la prospective climatique. Il s'agit d'articuler une meilleure prise en compte des modes de vie et de leurs évolutions dans ces prospectives. Ce travail de recherche a donné lieu en 2020 à une publication scientifique, qui a vocation à enrichir les travaux du Giec. En parallèle, l'Iddri mène un travail de renforcement des capacités des acteurs français de la prospective sur ces dimensions modes de vie, à travers l'organisation de séminaires réguliers.

Le deuxième champ disciplinaire creusé en 2020 est celui des sciences politiques. Il s'est agi d'initier une compréhension plus fine du cadrage politique général, notamment le lien entre les changements de modes de vie et la liberté et les enjeux posés par le contexte de défiance sociale. L'Iddri a publié l'avancée de sa réflexion *via* des billets de blogs ou tribunes dans *The Conversation*, qui ont porté par exemple sur l'analyse de la grille de lecture de l'articulation entre libertés individuelles et libertés collectives environnementales, les inégalités écologiques et économiques, ou encore la place du télétravail dans un mode vie plus durable. Un programme de travail sur la transition des comportements alimentaires commence désormais.



Réunion de la Convention citoyenne pour le climat, 2019

Analyser et appuyer la mise en œuvre de l'Agenda 2030



À la suite à la crise de la Covid-19, l'Iddri a lancé une série de dialogues sur *Relance et Agenda 2030 - Mieux reconstruire grâce aux ODD*, en partenariat avec DIE (German Development Institute), afin de faire le pont entre présidences allemande (2020) et française (2022) de l'Union européenne. Il s'agit de mieux comprendre l'alignement des plans de relance sur l'Agenda 2030 selon différentes perspectives géographiques (Europe, Afrique, Asie, Amériques) et de déterminer où et comment il est nécessaire d'agir différemment. L'objectif est de favoriser un débat sur cette question entre les pays, les partenaires de développement, et les fonctionnaires de l'UE et des États membres qui orientent la décision politique sur l'action extérieure et le développement.

En outre, un focus a été porté en 2020 sur les banques publiques de développement. Une étude « Accélérer l'alignement des banques publiques de développement avec l'Agenda 2030 pour le développement durable » a été réalisée sur la base d'entretiens et d'analyses d'une vingtaine de banques.

Ce travail a notamment évalué comment ces institutions - de tailles et de géographies différentes - ont interprété et incluent l'Agenda 2030 dans leurs processus et opérations. Ces travaux ont été valorisés dans le cadre de la préparation du sommet des banques publiques de développement *Finance in Common* qui s'est tenu du 9 au 12 novembre 2020. Ce sommet a été précédé d'un symposium scientifique, « La main visible : les banques de développement en transitions », lors de la 14e Conférence internationale de recherche sur le développement organisée par l'AFD, avec le soutien académique de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'université de Pékin (INSE), de l'Iddri et de la Ferdi.

Montrant l'écart important entre la pratique actuelle des banques et l'alignement avec l'Agenda 2030 qui serait attendu d'elles, ce rapport indique aussi la diversité des pratiques innovantes qu'elles sont en train de mettre en place, et pose les bases d'un apprentissage collectif.



Climat : une dynamique politique internationale enfin enclenchée, mais des transformations à concrétiser



Sur le plan de la gouvernance internationale du climat, l'année 2020 s'est achevée sur un regain d'espoir incarné par les engagements climatiques nouveaux et ambitieux de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon, qui ont été exprimés par leurs dirigeants avant même le scrutin de la présidentielle américaine. Puis la nouvelle administration américaine a signalé son retour dans le concert des Nations, avec notamment la nomination d'une solide équipe en charge du climat autour du président Biden, qui a pu envoyer des messages dès le sommet mondial de célébration des 5 ans de l'Accord de Paris en décembre. À l'occasion de ce sommet, l'Iddri a pu, malgré l'absence de COP climat, bénéficier comme chaque année à cette occasion d'une couverture médiatique très importante en produisant une série d'analyses et de décryptages sur les effets concrets de l'Accord de Paris. En particulier, au-delà de la dynamique politique internationale qui était l'effet le plus attendu, ces analyses montrent aussi des transformations à l'œuvre dans différents secteurs de l'économie réelle.



En outre, en amont du 5^e anniversaire de l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2020, l'Iddri a porté une réflexion sur les critères de succès de la COP 26 et sur l'avenir des COP climat, notamment en présentant des éléments d'analyse à la première conférence d'experts sur ce sujet.

Fort de son positionnement à la fois sur les enjeux climat et biodiversité, l'Iddri a continué tout au long de l'année 2020 à proposer éclairages et recommandations sur les moyens d'aligner au mieux les ambitions climat et biodiversité, auprès des coalitions internationales d'acteurs concernés et lors de processus organisés par divers acteurs infranationaux et locaux. Ces dialogues se sont poursuivis en 2021, et se sont accompagnés de la publication d'une étude explicitant le pourquoi, le comment et la manière d'opérer cet alignement.

Parallèlement à son intervention auprès des enceintes de négociation, l'Iddri a poursuivi l'extension de son réseau *Deep Decarbonization Pathways* (DDP), qui vise à développer les capacités des pays à élaborer leurs stratégies nationales de décarbonation. Après trois ans de travail dans six pays d'Amérique Latine, le projet DDPLAC a rendu ses conclusions en décembre, démontrant l'utilité des scénarios de décarbonation pour alimenter un débat politique national actif sur la mise en œuvre de l'ambition climatique. L'année 2020 a aussi permis de consolider les travaux sur la décarbonation des transports, *via* la publication d'un papier académique sur le transport de passagers et d'une étude sur le transport de marchandises. Les « dialogues de prospective » portés par l'Iddri en collaboration avec l'ADEME se sont poursuivis en 2020, afin d'identifier la façon dont l'analyse prospective peut au mieux informer la prise de décision sur la neutralité carbone.

Sur la thématique adaptation, l'Iddri a développé en 2020 ses travaux en explorant l'approche dite des « trajectoires d'adaptation » (notamment en France et en Espagne), qui permettent de lier réduction du risque actuel et anticipation des effets futurs du changement climatique. L'Iddri a également participé au développement d'une initiative internationale sur les risques climatiques transfrontaliers, ainsi qu'aux travaux du 6^e rapport d'évaluation du Giec.

Biodiversité : une négociation clé pour l'après-2020



Malgré la mise en pause des négociations internationales pour un cadre post-2020 de protection de la biodiversité à l'échelle planétaire, l'année s'est terminée par un important Sommet sur la biodiversité lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, puis par la reprise virtuelle des discussions, groupes de travail et de négociations.

Après un travail d'analyse des textes en négociation pour en pointer les éléments prioritaires, l'Iddri a poursuivi son travail d'animation et de contribution aux travaux multilatéraux, notamment au rapport de l'Environment Management Group des Nations unies sur la mobilisation du système onusien au développement et à la mise en œuvre du cadre mondial post-2020 sur la biodiversité, ce qui constitue un des ressorts indispensables pour concrétiser l'ambition en matière de biodiversité dans un certain nombre de secteurs. L'Iddri a également produit une première analyse des politiques de biodiversité en Chine (et la politique de planification spatiale en particulier), et organisé avec le Canada des conférences en ligne avec des négociateurs de pays en développement (Afrique, Asie du Sud et du Sud-Est), ainsi que deux conférences avec des experts chinois sur le climat et la biodiversité.



Océan : les dialogues d'acteurs au cœur de l'intervention



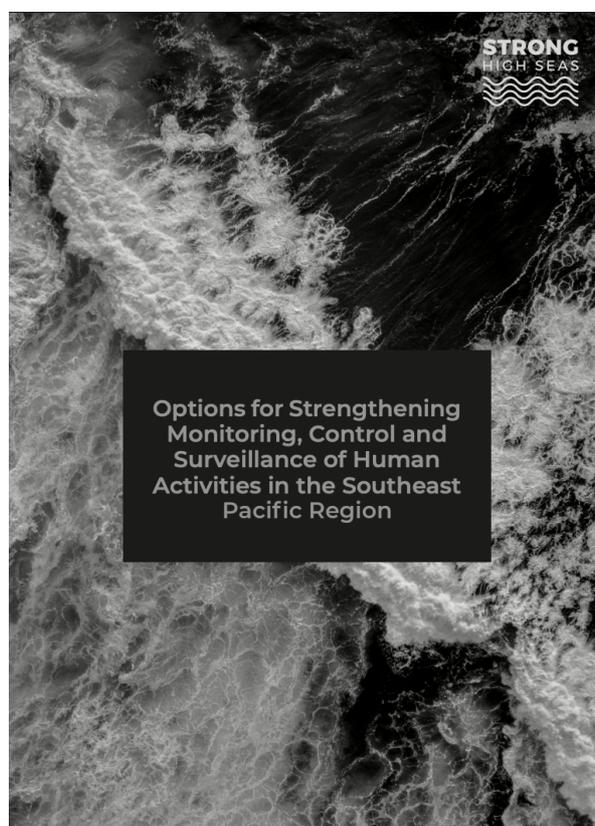
S'agissant des négociations sur la haute mer, l'Iddri a participé à de nombreux dialogues informels pour avancer sur les différentes facettes du futur traité, notamment les aires marines protégées, les études d'impacts environnementales et les arrangements institutionnels. Un effort particulier a également été mené sur les enjeux liés au suivi, au contrôle et à la surveillance (SCS) de la haute mer, condition indispensable à l'efficacité du futur accord, à travers des [publications](#) et [webinaires](#) dédiés. L'Iddri a enfin poursuivi son engagement auprès des acteurs français, en organisant trois réunions du Groupe national informel haute mer.

L'accélération des discussions internationales sur la pollution plastique de l'Océan a par ailleurs conduit l'Iddri à apporter sa contribution au débat. Un état de la réglementation internationale et des initiatives, multiples, de la société civile a ainsi été [publié](#) et [présenté](#) lors d'un webinaire, en présence de la secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire Brune Poirson, de représentants d'organisations internationales et de la société civile.

Malgré les contraintes sanitaires, l'appui aux organisations marines régionales s'est poursuivi, à travers de nombreux échanges sur les enjeux liés à la surveillance et à la lutte contre la pêche illégale dans le [Pacifique Sud-Est](#), ayant abouti en novembre à une déclaration des ministres des Affaires étrangères équatorien, colombien, chilien et péruvien sur le renforcement de la collaboration régionale en la matière. L'Iddri a par ailleurs organisé de nombreux

échanges informels sur les conséquences de la crise sanitaire sur la gouvernance régionale de l'océan et sur les perspectives de résilience et de relance.

L'année 2020 a également été marquée par la clôture du projet sur l'encadrement des activités pétrolières et gazières offshore en [Afrique de l'Ouest](#), ayant permis d'instaurer un dialogue entre les gouvernements de la région, les compagnies privées et la société civile et ainsi définir des voies de limitation des dommages liées aux activités pétrolières et gazières offshore.



L'IDDRI PLATEFORME D'ACTEURS



Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise

Partenariats historiques et fondateurs

Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale

Associé depuis 2008 avec la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd) au sein de l'IDGM (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale), l'Iddri opère à la croisée des meilleurs réseaux et expertises en matière d'économie du développement et de développement durable. Cette initiative, associant également le Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdi Université de Clermont-Ferrand) depuis 2011, a reçu le label de Laboratoire d'excellence, confirmé en 2015 par une évaluation internationale ayant souligné que les trois institutions constituent un exemple de référence en France pour la capacité à s'appuyer sur une recherche scientifique d'excellence dans le but d'intervenir dans les débats politiques internationaux.



Partenariat stratégique avec Sciences Po

Une spécificité importante de l'Iddri provient de son ancrage avec Sciences Po, dans le cadre d'un partenariat stratégique noué depuis 2007. L'Iddri et Sciences Po partagent la vision du lien entre sciences et politiques comme un véritable enjeu d'analyse et d'actions concrètes. Les deux institutions s'attachent à montrer et utiliser la diversité des approches en sciences sociales à leurs travaux de recherche et activités sous forme de collaborations de recherche avec les différents laboratoires de Sciences Po. L'Iddri est également impliqué par les cours que donnent ses chercheurs sur les enjeux internationaux

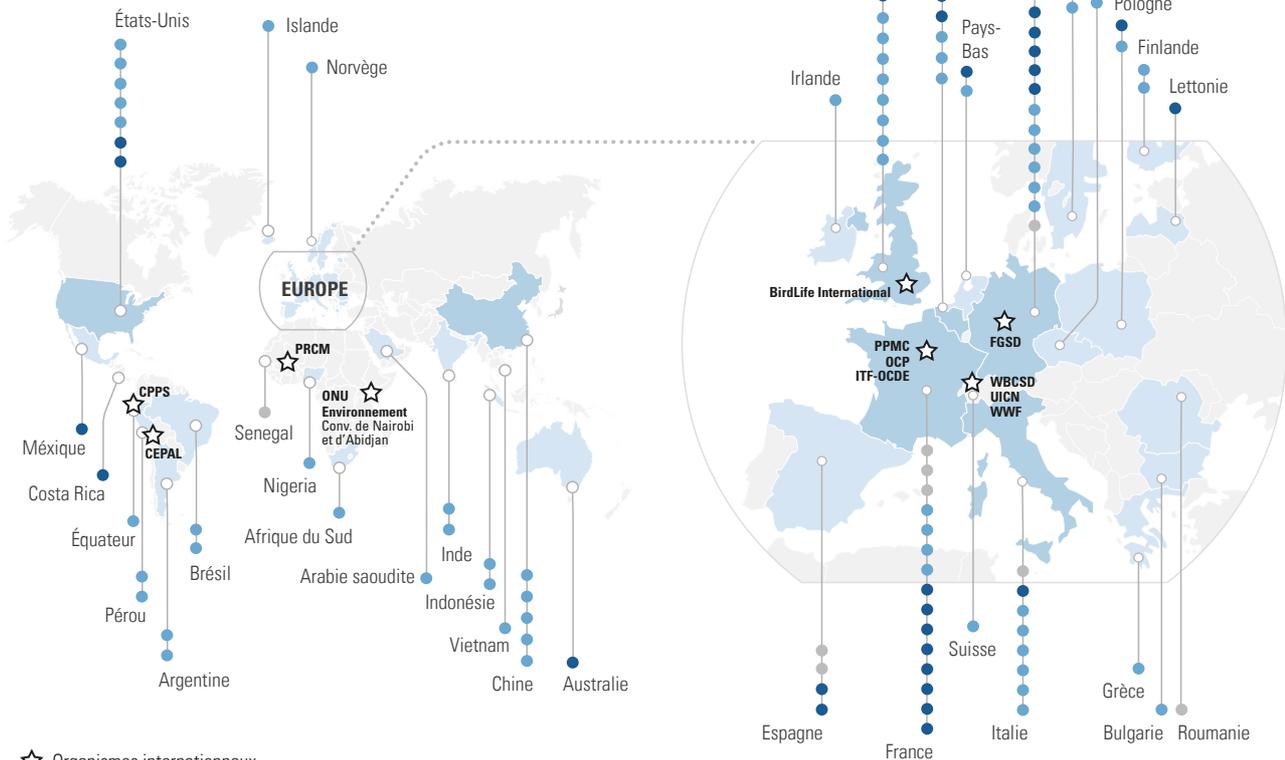
de développement durable, avec deux nouveautés cette année : les élèves de l'école de journalisme de Sciences Po ont pu bénéficier d'un nouveau cours, Politiques de la terre, assuré par l'Iddri, avec l'aide d'experts scientifiques de ses réseaux, leur assurant les connaissances de base sur l'anthropocène et les enjeux des limites de la planète. Par ailleurs, l'Iddri a assuré la coordination scientifique de la refonte de l'offre de Sciences Po en formation continue sur le développement durable. Le résultat est une nouvelle formation certifiante intitulée: « Transition écologique et transformation d'entreprise ».

En octobre 2021, à l'occasion de ses 20 ans, l'Iddri, en partenariat avec la Chaire européenne pour le développement durable et la transition climatique, portée par l'École des affaires internationales et l'école d'Affaires publiques de Sciences Po, organisent une conférence virtuelle internationale sur le renouveau du multilatéralisme dans un contexte de relance durable.

SciencesPo

Plus de 125 partenaires scientifiques à travers le monde

● *Think tank* ● Université / Centre de recherche ● Autres (ONG, bureaux d'études...)



☆ Organismes internationaux

CEPAL, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU | CPPS, Commission Permanente du Pacifique Sud de l'ONU | FGSD, Friends of Governance for Sustainable Development, coalition coordonnée par les gouvernements allemand, marocain, nigérian, sud-coréen et roumain | ITF-OCDE, Forum international du transport de l'OCDE | OCP, Ocean and Climate Platform | ONU Environnement, Secrétariat de la Convention d'Abidjan et Secrétariat de la Convention de Nairobi | PPMC, Paris Process on Mobility and Climate | PRCM, Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine (Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone) | UICN, Union internationale pour la conservation de la nature | WBCSD, World Business Council For Sustainable Development | WWF, Fonds mondial pour la nature.

Vous pouvez consulter [ici](#) la liste complète des partenaires scientifiques de l'Iddri.

Réseaux européens de *think tanks* et de parties prenantes

L'Europe fait face à la fois à des responsabilités majeures pour la mise en œuvre des engagements internationaux de développement durable et à des échéances internes critiques. Les *think tanks* européens se sont rassemblés en alliances pour participer aux débats clés pour l'Europe et son rôle dans le monde, en intervenant conjointement auprès des institutions bruxelloises et dans les débats au sein des États membres.

L'Europe en transition

L'Iddri fait ainsi partie de la coalition de *think tanks* [Think Sustainable Europe](#) mise en place par le *think tank* bruxellois IEEP, et comprenant également les institutions suivantes : le Basque Centre for Climate Change (BC3,

Espagne), Ecologic Institute (Allemagne), the Green Tank (Grèce), le bureau européen de l' International Institute for Sustainable Development (IISD, Canada), le Stockholm Environment Institute (SEI, Suède) et TMG – Think Tank for Sustainability (TMG, Allemagne).



Des réseaux en Europe pour agir dans le monde

L'Iddri est également membre de l'alliance [European Think Tanks Group \(ETTG\)](#), qui rassemble les principaux *think tanks* européens sur le développement (ODI à Londres, DIE à Bonn, ECDPM à Maastricht et Bruxelles, IAI à Rome, Real Instituto Elcano en Espagne, et Iddri à Paris), et intervient en partenariat avec plusieurs *think tanks* majeurs en matière d'environnement et de développement

durable (IEEP à Bruxelles, SEI à Stockholm et Tallin, IASS à Potsdam, Ecologic et Agora Energiewende à Berlin, BC3 à Bilbao, Climate Strategies, E3G et Chatham House à Londres). En 2021, l'Iddri et le *think tank* allemand DIE ont organisé une série de dialogues de haut niveau, qui ont rassemblé un groupe de responsables gouvernementaux, d'agences spécialisées et d'organisations internationales, ainsi que des représentants de *think tanks* de toutes les régions du monde, sur l'alignement des relances nationales post-Covid-19 avec les Objectifs de développement durable.



Réseaux scientifiques nationaux et mondiaux

Analyser les contextes domestiques

Soutenu par de grands instituts de recherche français depuis sa fondation (CNRS, Inrae, Cirad), l'Iddri appartient à des réseaux internationaux de premier plan, comme le Earth System Governance Network. De plus, l'Iddri construit de manière volontariste des réseaux avec des partenaires dans plusieurs pays pour observer et analyser les transformations des sociétés dans la diversité des contextes nationaux, ainsi que pour permettre l'émergence et la consolidation de capacités d'intervention dans les débats politiques de ces différents pays. C'est le cas par exemple des réseaux constitués à travers [l'initiative Deep Decarbonization Pathways](#) sur l'élaboration de trajectoires de développement décarbonées. En 2020, [un nouveau projet a vu le jour](#), visant à renforcer les capacités des économies émergentes à se doter des outils qui permettront d'atteindre collectivement les objectifs fixés par l'Accord de Paris, en vue du premier bilan mondial prévu par l'accord, en 2023.



Dialogues bilatéraux

L'Iddri s'inscrit dans une perspective de dialogue sur les politiques de développement durable entre Europe et pays émergents. Notamment, l'Iddri collabore en ce sens avec

plusieurs *think tanks* chinois : PRCEE sur les négociations en matière de biodiversité, l'INSE autour des questions de développement. En mai 2021, le TERI et l'Iddri ont organisé conjointement un forum informel de haut niveau pour échanger sur [les questions de politique intérieure en matière de changement climatique et de diplomatie climatique internationale](#). L'Iddri organise également des dialogues [entre acteurs économiques et politiques européens et sud-africains](#) sur des secteurs industriels clés, comme l'acier, au service d'une relance verte dans chacun des pays. Cela permet de mettre en exergue une gouvernance mondiale où l'Europe favorise les options coopératives plutôt que les logiques purement compétitives, voire les affrontements.

Réseaux multi-acteurs thématiques

L'Iddri développe des alliances avec d'autres parties prenantes du débat pour renforcer sa capacité d'intervention, de manière spécifique selon les sujets. Par exemple, dans le cadre de la négociation du nouveau Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et incluant les questions liées à la biodiversité marine, l'Iddri travaille en alliance avec : l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB), l'Office français de la biodiversité (OFB), le Programme des Nations unies pour l'Environnement, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, les conventions de mers régionales (Abidjan, Nairobi, Pacifique Sud), l'institut de recherche allemand IASS et l'agence d'évaluation environnementale néerlandaise PBL.

Sur les questions d'adaptation au changement climatique, l'Iddri est membre fondateur de l'initiative [Adaptation Without Borders](#) avec les *think tanks* européens SEI et ODI.



Partenaires financiers

Partenaires en financements non fléchés

Le modèle financier de l'Iddri repose de manière centrale sur le soutien en financements non fléchés (ou *core funding*) ou en nature de ses membres fondateurs et partenaires de long terme.

Les financements des entreprises fondatrices (EDF, Engie, Veolia), des centres de recherche (INRAE) et des ministères (Enseignement supérieur et Recherche, Affaires étrangères, Environnement) sont complétés par des apports en nature liés au partenariat stratégique avec Sciences Po et le Cirad, ainsi que par le programme IDGM soutenu par les produits financiers d'un prêt à long terme de l'AFD. Le renforcement de ce programme, IDGM+, a obtenu un financement Labex en 2011. Parallèlement, la plupart des entreprises fondatrices de l'Iddri ont continué à accompagner l'Iddri et ont été rejointes par de nouveaux partenaires (BNP Paribas, Danone, GRDF, Renault, Vinci et Suez).

Partenaires sur projets

Sur cette base, l'Iddri fait participer des partenaires très diversifiés au financement de ses projets. L'institut est ainsi reconnu et soutenu par de nombreux organismes publics français, par la Commission européenne, ainsi que par des organisations internationales et des fondations philanthropiques.

Partenaires financiers en 2020

IDGM

Produits financiers issus d'un prêt de l'AFD

IDGM + / Labex /

Investissements d'avenir

Dons d'entreprises

- BNP Paribas
- EDF
- Engie
- GRDF
- Renault
- Suez
- Veolia
- Vinci
- Danone

Organismes publics français et européens

- Commission européenne (DG Recherche pour les projets RIPPLES et VALUMICS)
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES)
- Agence de la transition écologique (Ademe)
- Office français de la Biodiversité (OFB)
- Agence française de Développement (AFD)
- Agence nationale de la recherche (ANR)
- Caisse des dépôts et consignations (CDC)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae)
- Expertise France
- Fonds français pour l'environnement mondial

Organismes internationaux

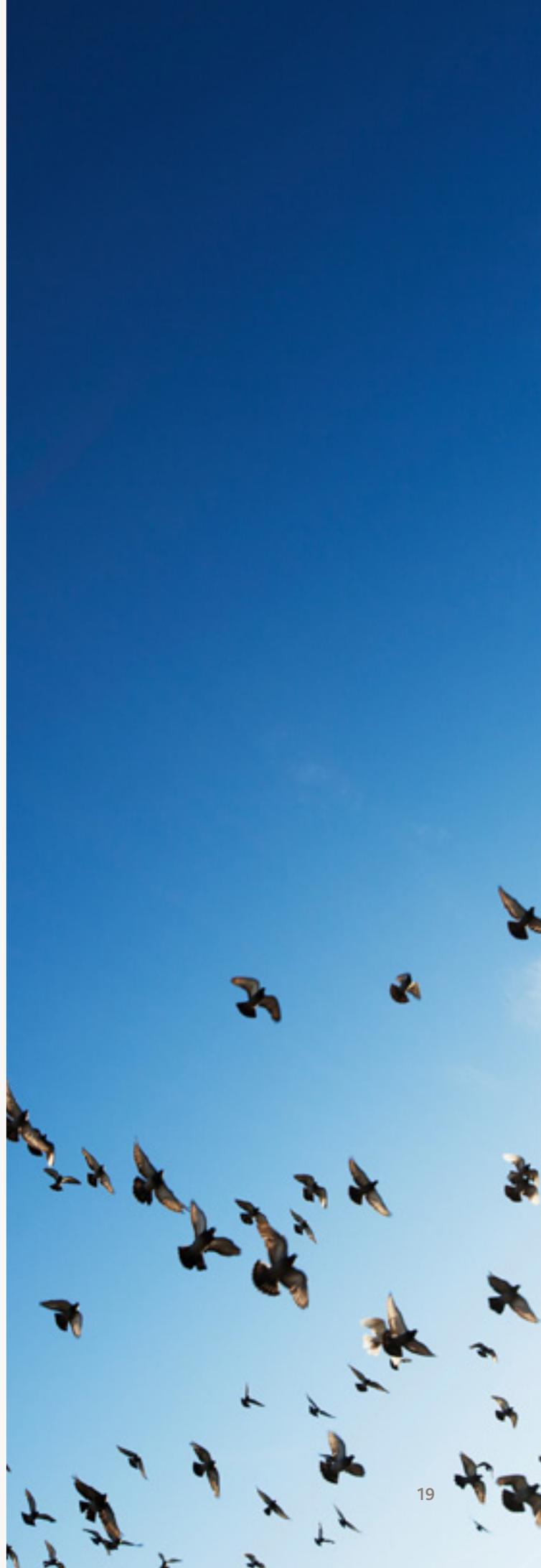
- Ambassade du Canada en France
- Banque Interaméricaine de Développement (BID)
- Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
- Ministère de l'Environnement allemand (BMU)
- Agence d'évaluation environnementale néerlandaise (PBL)

Fondations

- European Climate Foundation (ECF)
- Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG)
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH)
- Fondation d'entreprise Michelin
- Fondation MAVA
- Fondation Didier et Martine Primat
- Fondation Daniel et Nina Carasso
- Fondation Porticus
- Fondation Terre Solidaire

Autres organismes

- Alliance pour la Préservation des Forêts
- Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)
- Climate-KIC Holding B.V.
- Climate Strategies
- Greenpeace
- Rambøll Management
- Soil Association
- Solagro
- The Food, Farming and Countryside Commission (FFCC)
- The International Federation of Organic Agriculture Movements (IFOAM)



Chiffres clés

Les publications au cœur du mode d'intervention de l'Iddri

Les publications de l'Iddri portent les résultats de ses travaux de recherche et diffusent ses messages clés.

Six typologies de contenus composent les collections Iddri (les *Décryptages*, les *Études*, les *Propositions*, les *Documents de travail*, les *Notes*, et les billets de blogs), afin de répondre au mieux à nos différents objectifs : décrypter les enjeux, nourrir les débats et réflexions, formuler des propositions sur les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la transition écologique et du développement durable. Les messages sont également portés *via* des publications scientifiques à comité de lecture, des rapports écrits en partenariat avec d'autres institutions ou encore différents formats médiatiques (radio, télé, quotidiens, magazines, etc.).

Un processus de travail basé sur le réseau et le partenariat

Les publications sont le fruit des travaux réalisés par les chercheurs de l'Iddri et leurs quelque 100 partenaires, alimentés notamment par des ateliers de dialogue avec les parties prenantes (administrations, entreprises, ONG, etc.). Ces publications sont mises à la disposition de tous sur le site de l'Iddri et diffusées selon différents canaux et modalités, notamment la newsletter hebdomadaire de l'institut, des conférences, discussions bilatérales, médias, réseaux sociaux, pour atteindre différents types d'audience, essentiellement les décideurs politiques et économiques et la société civile organisée.

La recherche de l'impact

Par ces différentes modalités de partage et de diffusion de contenus, l'Iddri entend renforcer son impact et augmenter sa visibilité, en France, en Europe et à l'international, dans une posture d'objectivation scientifique des leviers favorisant les dynamiques de transformation à tous les niveaux d'intervention.



111

PUBLICATIONS

54
Billets
de blog

2
Décryptages

8
Études

7
Documents de
proposition

18
Publications
scientifiques

10
Rapports

12
Autres
publications



MÉDIAS

+ **4 000**

Mentions dans la presse, dont plus d'un quart dans la presse étrangère.

446

Articles uniques, dont :

281

en presse écrite (avec, notamment, 10 dépêches dans des agences de portée mondiale)

43

interventions en radio ou télévision françaises

122

articles à l'international (dont *the Guardian*, *the Financial Times*, *the Times*, CNN, CNBC International TV, Bloomberg, CGTV Global Business)

5

tribunes



CONFÉRENCES

27

Webinaires

+ **11 000**

Vues de nos webinaires



ATELIERS

22

Ateliers fermés



INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

110

Interventions extérieures de nos chercheurs à l'invitation de partenaires ou d'autres organismes ou institutions



SITE ET RÉSEAUX

223 000

Visiteurs sur le site

+ **560 000**

Pages vues

+ **11 000**

Abonnés Twitter

1,4

million de vues sur Twitter et LinkedIn



L'IDDRI

BUDGET

GOUVERNANCE

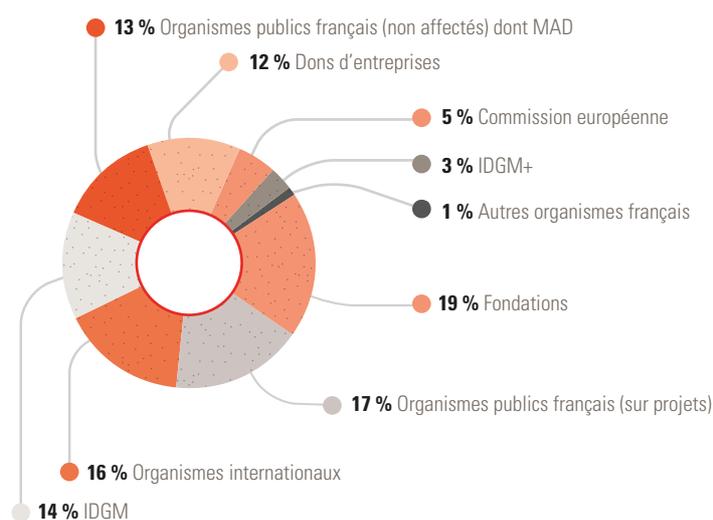
ÉQUIPE

Budget

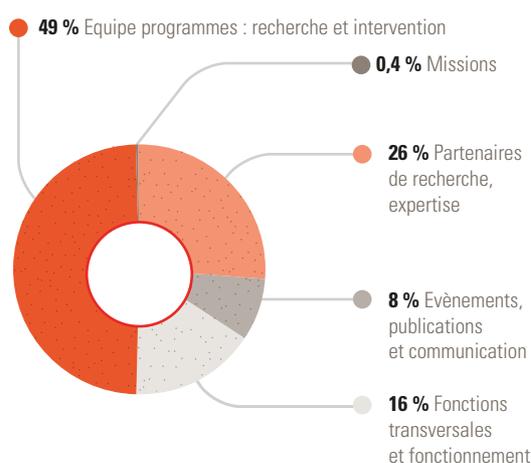
Le budget de la Fondation a été fortement impacté par la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet, la mise à l'arrêt de l'activité mondiale a entraîné une reconfiguration profonde du budget avec une baisse importante des charges d'activités (annulation des missions et séminaires) et des financements sur projets associés, sans pour autant affecter le niveau d'activités de la Fondation, comme le montre ce Rapport d'activités.

Ainsi, initialement prévu à 4,8 millions d'euros, les comptes 2020, certifié par des Commissaires aux comptes et approuvé par le Conseil d'administration de la Fondation, se sont établis à 4,2 millions d'euros en intégrant le coût du personnel mis à disposition (MAD), soit -10 % par rapport à 2019.

Financements



Dépenses



Malgré le contexte sanitaire, l'Iddri a bénéficié du soutien sans faille de ses partenaires privilégiés qui ont renouvelé leur financement annuel (voir la section « Partenaires financiers ». Par ailleurs, outre la poursuite des financements pluriannuels, l'année 2020 a été marquée par l'obtention de nouveaux financements de Fondations philanthropiques (Porticus, Terres Solidaires...).

Les dépenses de l'Iddri, comprenant les financements reversés aux partenaires (soit un budget total de 5,4k millions d'euros) sont réparties entre : les programmes de recherche ; la communication et l'appui à la mise en œuvre des stratégies d'intervention (valorisation des publications, relations média, web, réseaux sociaux, etc.) ; les fonctions transversales dont la direction, les charges de structures et de fonctionnement, comme présenté dans le graphique. La répartition par catégorie de dépenses laisse apparaître des charges de personnel de 62 %, 30 % sont alloués aux partenariats de recherche et expertises, et seulement 8 % aux charges de fonctionnement et de communication.

Organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de l'Iddri, organe de décision, est appuyé par un Conseil scientifique pluridisciplinaire, qui assure une veille des questions scientifiques émergentes et aide à identifier les nouveaux axes de recherche, et par un Conseil d'orientation stratégique, qui réunit des représentants des différentes parties prenantes pour veiller à la pertinence de la programmation et des modalités d'intervention de l'institut. L'Iddri est une fondation reconnue d'utilité publique. Son Conseil d'administration délibère sous la surveillance d'un Commissaire du gouvernement désigné par le ministère de l'Intérieur qui veille au respect de ce statut.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président : Michel Eddi, ex PDG du CIRAD
Vice-Présidente : Anne Chassagnette (Engie, collègue des fondateurs)
Trésorier : Jean-François Collin, conseiller maître à la Cour des comptes (collège des personnalités qualifiées)
Secrétaire : Laurence Pessez (BNP Paribas, collègue des fondateurs)
Président d'honneur : Jean Jouzel, directeur de recherche émérite au CEA

Autres représentants du collège des fondateurs

- Carine de Boissezon (EDF)
- Claire Tutenuit (EpE)
- Carine Kraus (Veolia)

Collège des membres de droit

- Ademe, représenté par Valérie Quiniou-Ramus
- AFD, représenté par Hélène Djoufelkit
- Cirad, représenté par Elisabeth Claverie de Saint Martin
- CNRS, représenté par Agathe Euzen
- INRAE, représenté par Jean-François Soussana

Autres membres du collège des personnalités qualifiées

- Célia Blauel, adjointe à la Maire de Paris
- Michel Gardette, directeur délégué, Sciences Po
- Michel Eddi, ex PDG du Cirad
- Laurence Tubiana, présidente directrice générale, European Climate Fondation

CONSEIL SCIENTIFIQUE



Président : Claude Henry, Sciences Po, France / université de Columbia, États-Unis

- Scott Barrett, université Columbia, États-Unis
- Sandra Bessudo, Fondation Malpelo, Colombie
- Ian Goldin, université d'Oxford, Royaume-Uni
- Paul Leadley, université Paris-Sud, France
- Mariana Mazzucato, université du Sussex, Royaume-Uni
- Mireille Razafindrakoto, IRD, France
- Johan Rockström, Stockholm Resilience Center, Suède
- Heike Schröder, université de East Anglia, Royaume-Uni
- Lord Nicholas Stern, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, I.G Patel Professor of economics & government, LSE, Royaume-Uni
- Sybille Van Den Hove, université autonome de Barcelone, Espagne
- Elke Weber, université Columbia, États-Unis
- Zhongxiang Zhang, université Fudan, Chine

CONSEIL D'ORIENTATION STRATÉGIQUE



Présidente : Julia Marton-Lefèvre, experte indépendante

- Ester Asin Martinez, WWF
- Bertrand Badré, Blue like an Orange Sustainable Capital
- Thomas Becker, String
- Michael Beutler, Kering
- Martin Bortzmeyer, ministère de la Transition écologique
- Céline Charveriat, Institute for European Environmental Policies
- Stéphane Cieniewski, ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance
- Audrey Coreau, Office français de la Biodiversité
- Philippe Cury, Institut de recherche pour le développement
- Camille Etienne, étudiante et activiste
- Saliem Fakir, Fondation africaine pour le climat
- Marion Guillou, experte indépendante
- Chantal Jouanno, Commission nationale du débat public
- Johan Kuylensstierna, Swedish Climate Policy Council
- Manuel Lafont-Rapnouil, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Hervé Le Treut, climatologue, membre de l'Académie des Sciences
- Régis Marodon, Agence française de Développement
- Hubert de Milly, Agence française de Développement
- Nils aus dem Moore, RWI - Leibniz Institute for Economic Research
- Claude Nahon, experte indépendante
- Sunita Narain, Centre for Science and Environment, Inde
- Béatrice Néré, Bill & Melinda Gates Foundation
- Emmanuel Normant, Saint Gobain
- Maria José Sanz, Basque Center for Climate Change
- Shiv Someshwar, Sciences Po
- Eric Soubeiran, Danone
- Céline Soubranne, Axa
- Alice Steenland, Dassault Systèmes
- Alison Tate, International Trade Union Confederation
- Marie Toussaint, députée européenne
- Sylvain Waserman, député du Bas-Rhin, Vice-Président de l'Assemblée nationale

Équipe



Ariadna Anisimov
Chercheuse, Adaptation au
changement climatique



Carine Antunes
Chargée de communication,
événements et réseaux
sociaux



Pierre-Marie Aubert
Coordinateur de l'initiative
Agriculture européenne



Damien Barchiche
Directeur du programme
Gouvernance du
développement durable



Pierre Barthélemy
Responsable éditorial



Brigitte Béjean
Directrice de la
communication



Nicolas Berghmans
Chercheur senior Climat et
Énergie



Aurore Bertinetti
Assistante de gestion



Aurore Beyel
Assistante communication et
événements



Nathalie Bolduc
Chercheuse, Politiques
agricoles et alimentaires



Ines Bouacida
Chercheuse, Climat et Énergie



Yann Briand
Chercheur Climat
et Transports



Laura Brimont
Coordinatrice, Modes de vie
en transition



Jeanne Cadiou
Doctorante, Sciences
politiques sur la
méthanisation agricole



Lucien Chabason
Conseiller de la direction



Michel Colombier
Directeur scientifique



Klaudija Cremers
Chercheuse, Politique
maritime internationale



Lisa Dacosta
Secrétaire générale



Alexandra Deprez
Chercheuse, Gouvernance
internationale du climat



Laetitia Dupraz
Assistante de direction



Khalil Elouardighi
Directeur des programmes



Baptiste Gardin
Chercheur Politiques agricoles



Lauren Harry-Villain
Chercheuse, Trajectoires
de décarbonation profonde



Elisabeth Hege
Chercheuse Gouvernance
et Financement du
développement durable



Caroline Hoogendoorn
Chargée de projets européens
et internationaux



Élise Huber
Chercheuse, Politiques
agricoles et alimentaires



Marcel Jouve
Conseiller, Négociations
internationales
de la biodiversité



Juliette Landry
Chercheuse, Gouvernance
internationale
de la biodiversité



Alexandre K. Magnan
Chercheur senior Vulnérabilité
et Adaptation au changement
climatique



Anna Pérez Català
Chercheuse, Trajectoires
de décarbonation profonde
à 2050



Maria Alejandra Riaño
Chercheuse, Mise en œuvre
de l'Agenda 2030



Julien Rochette
Directeur du programme
Océan



Mathieu Saujot
Chercheur senior, Modes
de vie en transition



Michele Schiavo
Chercheur, Économie et
politique des systèmes
alimentaires européens



Romain Schumm,
Chercheur Océan et Activités
pétrolières et gazières offshore



Léna Spinazzé
Directrice du Développement
et de l'innovation



Johannes Svensson
Chercheur Climat et Usages
des terres



Lucilia Tanchereau
Responsable administrative
et financière



Marta Torres Gunfaus
Chercheuse senior Climat
et Énergie



Sébastien Treyer
Directeur général



Lola Vallejo
Directrice du programme
Climat



Henri Waisman
Coordinateur Deep
Decarbonization Pathways



Glen Wright
Chercheur senior Gouvernance
internationale de l'océan

Chercheurs associés



Chris Bataille



Raphaël Billé



Sue Biniaz



Lucas Chancel



Matthieu Colléter



Patrick Criqui



**Sophie
Dubuisson-Quellier**



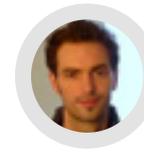
Jean-Pierre Gattuso



David Levià



Xavier Poux



Andreas Rüdinger



Thomas Spencer



Marta Torre Schaub



Tancrede Voituriez



Matthieu Wemaëre

Stagiaires

Les chercheurs de l'Iddri enseignent dans de nombreux Masters, notamment à l'École des affaires publiques, à l'École des affaires internationales et à l'École de journalisme de Sciences Po. L'Iddri a accueilli neuf stagiaires en 2020-2021 :

**Morgane
Bouvet**
Université
Laval

**Charlie
Brocard**
Sciences Po

Max Courtinat
Sciences Po
Bordeaux

Paul Dingkuhn
Erasmus
University of
Rotterdam

Dheeraj Jayant
Sciences Po

**Victor
Laroussinie-
Passaret**
ENS / MNHN

**Esther
Loiseleur**
ENS-Paris I

Eliot Merle
AgroParisTech

Louis Piussan
Université
Paris 8

Twitter : https://twitter.com/IDDRI_ThinkTank
Linkedin : <https://www.linkedin.com/company/iddri/>

Crédits

Coordination : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Brigitte Béjean

Édition : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Brigitte Béjean

Création graphique et mise en page : Ivan Pharabod, Alain Chevallier

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Canva, Unsplash, Iddri



IDDRI

Institut du développement durable et des relations internationales
27, rue Saint-Guillaume - 75337 Paris cedex 07 France
www.iddri.org